



HAL
open science

**Compte rendu de l'ouvrage de Laurence De Cock,
Mathilde Larrère et Guillaume Mazeau, L'Histoire
comme émancipation, Marseille, Agone, 2019, 144 p.**

Gabriel Galvez-Behar

► **To cite this version:**

Gabriel Galvez-Behar. Compte rendu de l'ouvrage de Laurence De Cock, Mathilde Larrère et Guillaume Mazeau, L'Histoire comme émancipation, Marseille, Agone, 2019, 144 p.. Le Mouvement social, 2020, pp.263-266. halshs-02623555

HAL Id: halshs-02623555

<https://shs.hal.science/halshs-02623555>

Submitted on 26 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Gabriel Galvez-Behar, compte rendu de l'ouvrage de Laurence De Cock, Mathilde Larrère et Guillaume Mazeau, *L'Histoire comme émancipation*, Marseille, Agone, 2019, 144 p.

À paraître dans *Le mouvement social*.

Engagés dans un combat contre les tenants d'une vision conservatrice de l'histoire, Laurence De Cock, Mathilde Larrère et Guillaume Mazeau publient un manifeste en faveur d'une histoire émancipatrice que liront avec profit toutes celles et tous ceux qui témoignent d'un véritable intérêt pour l'histoire. S'il est vrai qu'une certaine idée des sciences sociales vise non seulement à comprendre le monde mais à le transformer, l'histoire comme émancipation doit se concentrer plus particulièrement sur l'historicité des dominations, comme y invitait déjà Walter Benjamin¹. Il y a là un choix à faire car « l'histoire ne naît pas émancipatrice » (p. 13). Pour qu'elle puisse le devenir, il faut déplacer le regard des dominants vers les dominés afin de redonner à ces derniers l'histoire dont ils ont été privés. Faire l'histoire des dominés – des « subalternes » – expose toutefois à maints écueils, qu'il s'agisse de la recherche de sources qui résultent bien souvent des rapports de domination eux-mêmes, ou des risques d'une histoire victimaire. Se rattachant à une tradition transmise notamment par E. P. Thompson, L. De Cock, M. Larrère et G. Mazeau défendent une histoire soucieuse de mettre en évidence le pouvoir – pour ne pas dire l'*agency* – des exclus de l'histoire. Comme le suggérait W. Benjamin, une histoire émancipatrice permet de montrer que tout pouvoir est fragile en même temps que possible.

Une telle tâche, qui consiste à redonner au passé un sens commun à toutes et à tous est éminemment politique. Pour assumer cette fonction d'intérêt général, historiennes et historiens sont ainsi amenés à produire une connaissance sur le passé et à la transmettre « à celles et à ceux qui veulent se fabriquer une conscience historique et agir en conséquence » (p. 43). Ils agissent alors dans le respect des règles du métier que vient garantir la communauté de celles et ceux qui ont l'histoire comme profession. Pour cela, il faut que cette dernière bénéficie d'une indépendance sur laquelle pèsent pourtant un grand nombre de menaces. Les restrictions budgétaires adoptées dans le sillage des politiques néolibérales depuis les années 1980, la mise en œuvre de la loi sur la responsabilité des universités depuis 2007 et les différentes formes d'ingérence politique souvent liées à l'adoption de lois mémorielles en sont autant d'exemples. Aussi L. De Cock, M. Larrère et G. Mazeau défendent-ils une recherche publique indépendante et ouverte sur la société. L'ancrage de l'histoire émancipatrice dans les réalités du monde social passe par un travail de transmission au-delà des laboratoires « afin de réarmer politiquement celles et ceux qui en ont besoin » (p. 55). Ce travail requiert l'invention de formes nouvelles de l'histoire, qu'il s'agisse d'ateliers où intervient le public, de dispositifs croisant l'histoire et la création artistique – au cinéma ou dans la bande dessinée, par exemple – ou d'ateliers d'écriture.

Au cœur du métier de l'historienne et de l'historien, la transmission au-delà de la seule communauté historique est pourtant un aspect du métier jugé de manière plutôt subalterne. Les auteurs de *L'histoire comme émancipation* mettent ainsi en lumière un effet de domination au sein de la profession historique qui tend à négliger la vulgarisation ou la pédagogie au profit de la seule recherche. Or « l'émancipation ne peut être uniquement pensée du point de vue du savoir transmis ; on ne peut faire l'économie d'interrogations sur les méthodes de transmission » (p. 69). Ces interrogations inspirent des initiatives encourageantes mais encore trop peu nombreuses, autour de l'histoire publique ou de différents projets pédagogiques qui permettent d'en finir avec la déploration incessante sur le niveau des élèves

1 Michael Löwy, *Walter Benjamin : avertissement d'incentie. Une lecture des thèses « Sur le concept d'histoire »*, Paris, Presses universitaires de France, 2001.

et des étudiants.

L. De Cock, M. Larrère et G. Mazeau reviennent ainsi sur la place tout à fait particulière que l'histoire occupe dans l'enseignement scolaire français, dont ils soulignent la profonde ambiguïté. Depuis le développement de l'enseignement obligatoire, l'histoire balance entre un projet émancipateur – qui doit contribuer à éduquer des citoyens capables de faire des choix – et une mission intégratrice – qui doit renforcer l'appartenance des élèves à la Nation. De cette dernière dimension émerge le roman national qui se trouve au centre de polémiques récurrentes. L'histoire émancipatrice se définit aussi à l'aune de ces enjeux pédagogiques. Elle est inclusive en amenant les élèves à reconnaître l'ensemble des héritages qui les forment, elle est libératrice en les amenant à remettre le monde en question – et notamment ses rapports de domination – et en ne préjugant pas des usages qu'ils feront de l'histoire. Là encore, pour être émancipatrice, une telle pédagogie a besoin d'être libre.

Ce projet émancipateur fait cependant face à une autre histoire possible, une histoire conservatrice au service des dominants, une histoire plus soucieuse de transmettre des légendes que de fournir une critique, une histoire aux relais éditoriaux et médiatiques puissants. Face à cette histoire-là, les partisans d'une histoire émancipatrice ne doivent pas désertier l'espace public. Il leur faut au contraire l'investir, tout en ayant conscience de ses chausse-trappes qui exigent en retour des précautions que L. De Cock, M. Larrère et G. Mazeau rappellent opportunément. Il leur faut aussi assumer le caractère engagé de l'histoire, quitte à prendre leurs distances avec une conception tendancieuse de la neutralité axiologique bien souvent convoquée pour protéger l'ordre établi. L'engagement n'est pas contradictoire avec le métier d'historien, bien au contraire, pourvu que soit respectée « la transparence de l'administration de la preuve » (p. 112). C'est grâce à cet engagement que l'histoire comme émancipation peut relever le défi d'une urgence démocratique.

L'un des mérites les plus nets de l'ouvrage de L. De Cock, M. Larrère et G. Mazeau est de mettre l'historienne et l'historien devant leurs responsabilités. Faire de l'histoire est affaire de choix qui ne sont pas seulement épistémologiques ou méthodologiques, mais aussi politiques. Ne serait-ce que parce que le champ médiatique voit se répandre une histoire frelatée qui joue sur le goût du passé pour faire passer des messages parfois nauséabonds, les historiennes et les historiens de métier sont sommés de sortir d'une neutralité que la situation leur refuse. L'histoire n'est pas en soi émancipatrice car ses potentialités critiques peuvent être éteintes par les illusions qu'elle est susceptible d'entretenir, qu'il s'agisse de l'illusion qui consiste à penser des identités immuables ou sans discontinuité, ou de celle qui tend à minimiser les effets de l'oubli. Ainsi sont suggérés les termes d'une alternative dont on doit cependant se demander s'ils sont bien posés par les auteurs.

Même en partageant avec eux cette valeur d'émancipation, on peut exprimer quelques réserves quant à leur approche. La première tient à l'illusion scolastique qu'ils expriment, inconsciemment peut-être, en prétendant donner une voix à ceux qui n'en ont pas ou en considérant que « les subalternes ne sont pas forcément les mieux placés pour objectiver leur position » (p. 48). La position privilégiée que s'arrogeraient les partisans d'une histoire émancipatrice vis-à-vis des « subalternes » est discutable, tout comme la volonté de « leur fournir des outils intellectuels pour prendre leur avenir en main » (p. 39). Non seulement les dominés peuvent peut-être se forger par eux-mêmes ces outils, mais encore n'est-il pas du tout sûr que ces derniers suffisent pour venir à bout des rapports de domination. La critique peut sembler sévère, alors même que L. De Cock, M. Larrère et G. Mazeau ne cessent de défendre une histoire soucieuse de mettre en avant le pouvoir des dominés. En fait, la conception de la mobilisation politique sous-jacente à *L'histoire comme émancipation*, qui laisse croire que la prise de conscience est un préalable nécessaire à toute mobilisation, s'avère assez classique. La conscience de la domination est-elle un ressort de l'engagement ou, au contraire, du

fatalisme ? Éclairer le monde des possibles est-il suffisant pour dépasser la tentation du renoncement ? Les réponses sont loin d'être évidentes.

Une autre limite tient aux lacunes de l'analyse du champ historique et de ses rapports de domination. On peut certes souscrire à la dénonciation des historiens de garde ou à la critique légitime du primat donné à la seule recherche. On doit aussi s'interroger sur la possibilité de mener de front l'ensemble des activités requises par ce projet émancipateur, de la recherche à la transmission, en passant par l'enseignement et les tâches administratives. Du reste, le souci de réflexivité ne peut s'arrêter là si l'on veut comprendre la tension entre une « histoire serve » et une histoire émancipatrice. Comment ne pas évoquer les effets de domination qui s'exercent au sein du champ de la recherche historique en France à travers son hyperconcentration géographique et à ce qu'elle induit en termes de proximité des acteurs culturels et médiatiques ? Même s'ils partagent une volonté émancipatrice, les historiennes et les historiens ne sont pas tous égaux au sein de la communauté censée garantir la justesse de leurs méthodes et la diffusion de leurs résultats. Peut-être l'histoire comme émancipation serait-elle encore plus convaincante si elle était capable de voir toutes les tensions qui la fragmentent ?

Enfin, on peut être mal à l'aise à la lecture d'un diagnostic qui relie la dénonciation bienvenue d'une histoire frelatée et celle discutée d'un appauvrissement de la recherche en sciences humaines et sociales depuis les années 1980, la critique pertinente des exclusions de l'histoire et celle problématique de l'instrumentalisation de la notion de neutralité axiologique. Rappelons, en effet, que le nombre de postes d'enseignants-chercheurs en histoire n'a probablement jamais cessé de croître jusqu'en 2015, date à laquelle il commence à s'éroder – ce qui devrait nous conduire à nous interroger sur la singularité du moment que nous traversons maintenant. Quant à la neutralité axiologique, Isabelle Kalinowski, qui a précisément rappelé son usage dans le cadre d'une opposition aux intellectuels marxistes, éclaire toutes les ambiguïtés webériennes vis-à-vis de l'engagement². Max Weber n'était certainement pas partisan d'une neutralité quelconque. Il refusait, en revanche, tout prophétisme professoral dont témoignaient à son époque des universitaires nationalistes. Il avait également conscience de toute la différence existant entre des universitaires parfois tentés d'imposer leurs valeurs à l'abri de l'enceinte académique et les militants payant leurs engagements parfois de leurs vies.

L'histoire émancipatrice n'est pas un bloc. On peut considérer, comme le disait Henri-Irénée Marrou, que « l'histoire apparaît comme une pédagogie, le terrain d'exercice et l'instrument de notre liberté »³ sans pour autant adhérer à l'ensemble du tableau dépeint par L. De Cock, M. Larrère et G. Mazeau, qu'il s'agisse de leur dénonciation de Parcoursup ou de leur invitation à entreprendre une histoire des « subalternes ». Quelles que soient leurs sensibilités, les historiennes et les historiens soucieux d'émancipation auront déjà fort à faire pour critiquer sans complaisance les mythes porteurs d'entraves et pour protéger un idéal de vérité sans lequel toute communauté humaine finit par sombrer dans une violente absurdité. Acceptant leurs différences voire leurs divergences, ils pourront ainsi répondre à l'invitation de *L'histoire comme émancipation*.

Gabriel GALVEZ-BEHAR

2 Isabelle Kalinowski, « Leçons webériennes sur la science et la propagande » dans Max Weber, *La science, profession et vocation*, Marseille, Agone, 2005, p. 193-208.

3 Henri-Irénée Marrou, *De la connaissance historique*, Paris, Le Seuil, 1975 [1954], p 264.